

AMESYS SURVEILLE AUSSI LA FRANCE

LE 18 OCTOBRE 2011 JEAN MARC MANACH

Amesys, la société qui avait vendu à Kadhafi un système de surveillance massive de l'Internet, a aussi vendu au moins sept systèmes d'espionnage des télécoms aux militaires, services de renseignement et policiers français.

Selon les registres des marchés publics consultés par OWNI, Amesys, la société française qui a fourni à la Libye de Kadhafi un système de surveillance globale de l'Internet, a également vendu ses matériels d'interception à la France de Sarkozy. Les comptes rendus de ces marchés montrent qu'Amesys a équipé les services français des ministères de la défense et de l'intérieur d'au moins sept systèmes d'interception et d'analyse des communications. Une réussite pour cette Pme très spéciale, qui a fait des systèmes de guerre électronique **son cœur de métier**.

Les grandes oreilles du renseignement français made in Amesys

En juillet 2007, Amesys décrochait en France un marché de 100 000 euros à la terminologie un peu technique. Il s'agissait de démodulateurs et logiciels de traitement de l'information dans le cadre de l'"**acquisition d'une chaîne d'interception DVB**", pour **Digital Video Broadcasting**, la norme de diffusion vidéo numérique, qui sert aussi à la transmission des données par satellite.

La Direction du renseignement militaire (DRM) était l'acquéreur. Avec la DGSE, la DRM opère le **système Frenchelon** d'interception massive des télécommunications. Le nom de ce service de renseignement n'apparaît pas en toutes lettres. Mais marc_badre@yahoo.fr, l'adresse e-mail générique utilisée pour l'appel d'offres remporté par Amesys, **est bien celle de la DRM**.

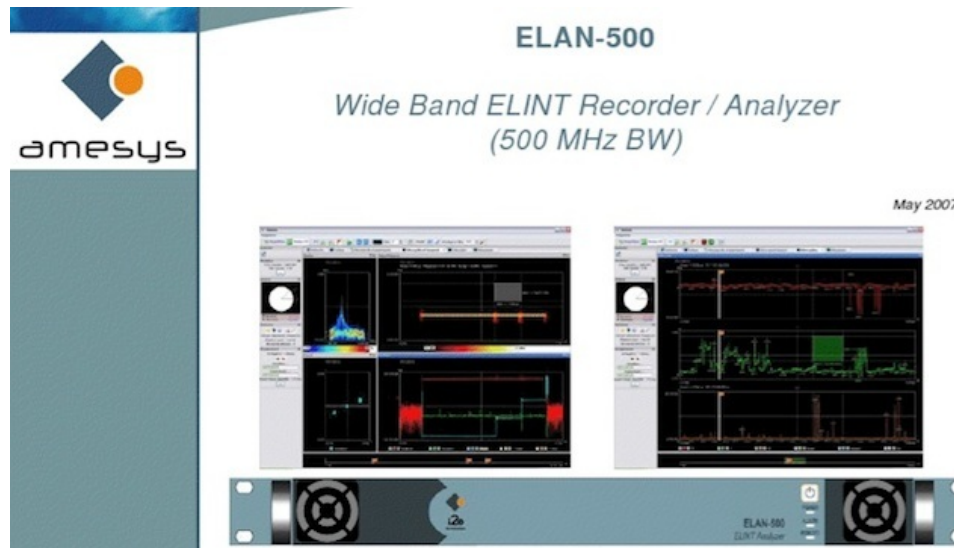
Plus tard, en novembre 2008, Elexo, l'une des filiales d'Amesys, emporte un marché de 897 000 euros au profit, là aussi, de la DRM, qui voulait se doter de "*démodulateurs routeurs IP satellite et analyseurs*" dans le cadre d'une "**acquisition de matériels pour plate forme de réception satellite TV**". Dans ce même marché, la DRM a aussi investi 837 200 euros dans des "*antennes de réception DVB et matériels connexes*".

D'aucuns objecteront que 837 200 d'euros, ça fait un peu cher l'antenne satellite pour recevoir la télévision. Le lieu de livraison, la base militaire de Creil, est cela dit connue pour accueillir le Centre de Formation et d'Emploi relatif aux Émissions Électromagnétiques (**CFEEE**) et le Centre de Formation et d'Interprétation Interarmées de l'Imagerie (**CFII**), les "*grandes oreilles*" et les "*gros yeux*" de la DRM, dont le travail repose sur l'interception et l'analyse des télécommunications et images émanant des satellites.

Un hacker, fin connaisseur des satellites, a bien ri en découvrant ces appels d'offres, dans la mesure où ce sont typiquement des systèmes d'espionnage des flux de données (TV, téléphonie, Internet) transitant, en clair, par les satellites. Sans compter que d'autres hackers ont récemment démontré que pirater un satellite était **simple comme bonjour**. Mieux: on pourrait faire pareil, mais en beaucoup moins cher... à savoir "**une cinquantaine d'euros, neuf**, dans n'importe quelle grande surface de bricolage, au rayon antennes et TV satellite ".

Le ministère de l'Intérieur, aussi

Les services de renseignement militaire ne sont pas les seuls clients d'Amesys : en juin 2009, la société emportait un **appel d'offres de 430 560 euros**, initié par le ministère de l'Intérieur, qui cherchait des **enregistreurs numériques large bande**. Amesys en vend deux : l'**ENRLB 48**, qui permet "*l'acquisition ou le rejeu en temps réel de plusieurs types de signaux* " et qui est **commercialisé** en tant que système de SIGINT (pour Signal Intelligence, renseignement d'origine électromagnétique, ou ROEM, en français), et l'**ELAN-500**, qui permet de faire de l'*analyse tactique d'environnement ELINT* " (Electronic Intelligence).

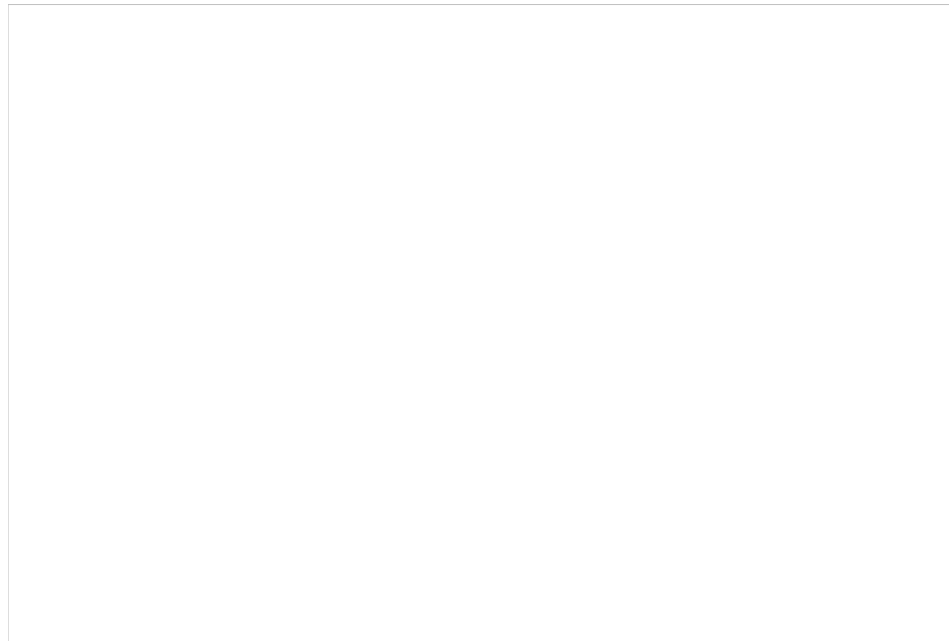


Tous deux, comme le précise Amesys dans sa **fiche de présentation**, sont soumis à une "*autorisation R226*", doux euphémisme pour qualifier les systèmes d'écoute et d'interception : les **articles R226** du Code pénal, intitulés "*De l'atteinte à la vie privée* ", portent en effet sur "*la fabrication, l'importation, l'exposition, l'offre, la location ou la vente de tout appareil susceptible de porter atteinte à l'intimité de la vie privée et au secret des correspondances*".

La vente de ce système au ministère de l'Intérieur a donc été soumise à une autorisation délivrée par le Premier ministre, après avis d'une **commission consultative** "*relative à la commercialisation et à l'acquisition ou détention des matériels permettant de porter atteinte à l'intimité de la vie privée ou au secret des correspondances*".

Aucune information ne permet de savoir à quoi ils servent ou ont servi. Contactée, l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (**ANSSI**), dont le directeur général préside la commission consultative chargée d'émettre des autorisations sur ce type de technologies, répond que la vente de ces systèmes a "*forcément*" été validée par la commission consultative, mais refuse d'en dire plus.

Contactés pour savoir à quoi pouvaient bien servir ces systèmes, et s'ils avaient bien été autorisés, les ministères de la Défense et de l'Intérieur n'ont pas souhaité répondre à nos questions. Les seules données publiquement accessibles sont ces appels d'offres, les technologies utilisées, et leurs donneurs d'ordre. Impossible de savoir s'ils permettent d'espionner des Français, si ces écoutes sont contrôlées, et si oui par qui...



Matignon, à qui nous avons demandé si le Premier ministre avait bien, comme le veut la loi, dûment autorisé ces contrats, n'a, lui aussi, pas daigné répondre à nos questions. Les termes employés dans les appels d'offres montrent bien, pourtant, qu'il s'agit de matériel de surveillance et d'interception massive des télécommunications.

Aintercom, Ramius, Proxima, Ecofer, Marko...

Amesys a vendu plusieurs autres systèmes à l'armée française. En décembre 2006, I2E, qui deviendra Amesys lors de sa fusion avec la société de conseil en haute technologies Artware, emporte ainsi, en tant que mandataire d'EADS Defence & Security¹ et Bertin Technologies², un marché de 20 millions d'euros portant sur la **démonstration d'architecture modulaire d'interception de communications (Aintercom)**.

Le client : le service des programmes navals de la Direction Générale de l'Armement (DGA), chargée, au sein de la Marine, de la "**lutte au-dessus de la surface**" et donc, en matière de guerre électronique, des "*grandes oreilles*" chargées des interceptions radio et radar.

Dans le cadre du contrat Aintercom, Amesys et la DGA ont financé **plusieurs travaux** de recherche universitaire, et organisé un **séminaire**, afin d'identifier des moyens d'être mieux à même de déchiffrer les communications interceptées.

Canal de communication non coopératif

- 1.intercepter
- 2.reconstruire
- 3.cryptanalyser



Ce même mois de décembre 2006, I2E remporte un autre marché, portant sur un **système d'écoute de signaux radar et télécommunication appelé "Ramius"**, à destination du Centre d'électronique de l'armement (CELAR).

Renommé **DGA Maîtrise de l'information** fin 2009, le CELAR est le laboratoire de recherche et développement de la Direction Générale de l'Armement (DGA), spécialiste de la guerre électronique et des systèmes d'information chargé, notamment, de l'**évaluation des systèmes de renseignement**.

Un **appel d'offres** initial évoquait "*un ensemble d'enregistrement de signaux de type impulsionnel et continu avec une bande de fréquence de 0,1 à 20 GHz*", et un autre **appel d'offres**, relativement similaire, portant sur un autre système (Proxima), précise que ce type de matériel "*sera utilisé à des fins d'expérimentation de récepteur d'Elint (électronique intelligence) et de maquettes de récepteurs Elint*", du nom donné à ces renseignements que l'on obtient à partir des émissions électromagnétiques d'appareillages électroniques (voir la fiche sur le **renseignement d'origine électromagnétique** sur Wikipedia).

En décembre 2007, la société française emportait un marché de 471 750 euros, portant cette fois sur un "**système d'interception de faisceaux hertziens numériques ECOFER**", et porté par la Direction interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'information (**DIRISI**) au profit de l'état-major des armées.

En décembre 2009, Amesys emportait un autre marché pour le compte du CELAR, portant sur 620 482 euros d'outils d'analyse et récepteurs, sous l'intitulé "**Projet Marko : Enregistrement de signaux électromagnétiques**" qui, d'après cette **offre de stage**, serait le nom de code donné à un système d'analyse de signaux radar.

Aintercom, Ramius, Proxima, Ecofer, Marko... cette liste n'est probablement pas exhaustive : il faudrait aussi y rajouter les appels d'offres classifiés, portant sur des systèmes probablement plus intrusifs. **Pionnière de la guerre électronique**, la France est aussi l'une des rares puissances à disposer d'un système global d'espionnage des télécommunications, surnommé Frenchelon en "*hommage*" à son modèle anglo-saxon Echelon, et dont les stations d'écoute profitent largement de ses anciennes colonies (voir la **carte des stations Frenchelon** et, plus bas, un diaporama Google Maps).

Bernard Barbier, le "*directeur technique*" de la Direction Générale de la Sécurité Extérieure (DGSE), expliquait ainsi en décembre 2010 que s'il avait fallu attendre l'arrivée d'un jeune ingénieur télécom, **Henri Serres**, en 1983, pour que la DGSE décide de se doter d'une "*direction technique*", et que la France avait donc près de 40 ans de retard sur les anglo-saxons, "**aujourd'hui, on est en première division**".

Retrouvez tous nos articles concernant le dossier Amesys.

Image de Une par Loguy /-) Illustrations et photos via Flickr **Factoids** [cc-by-nc] ; **Thomas Hawke** pour les visuels d'Obey [cc-by-nc]

; et captures extraites d'une **présentation** faite au séminaire aIntercom.

1. devenu Cassidian, et spécialiste, notamment, des **systèmes de renseignement satellite** [↗]

2. qui "**a développé une expertise** dans le traitement de l'information multilingue à des fins de veille ou de renseignement" [↗]




le 18 octobre 2011 - 10:58 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Bonjour,
Je trouve intéressant d'ajouter à cet article de qualité que les dirigeants d'Amesys ont pris le contrôle de Bull.

VOUS AIMEZ  0

VOUS N'AIMEZ PAS  0

LUI RÉPONDRE

PIERRE

le 18 octobre 2011 - 12:57 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Belle enquête, bon boulot ... Merci !

VOUS AIMEZ  0

VOUS N'AIMEZ PAS  0

LUI RÉPONDRE


@LEPISODIQUE

le 18 octobre 2011 - 14:09 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Oui cet achat de l'intérieur doit être éclairci car ce ministère n'a pas à être soumis aux obligations du secret défense pour ce type d'achat.
Ne comptons pas sur les gens qui arriveront en 2012, ils seront trop content d'avoir un tel outil gratuitement.

VOUS AIMEZ  1

VOUS N'AIMEZ PAS  0

LUI RÉPONDRE

TERRY LAIRE

le 18 octobre 2011 - 14:34 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Excellente enquête, même si ces ventes n'ont peut-être pas les mêmes conséquences qu'en Lybie. L'amalgame n'est pas fait dans l'article, impeccable.

VOUS AIMEZ  0

VOUS N'AIMEZ PAS  0

LUI RÉPONDRE

DANIEL GLAZMAN

le 18 octobre 2011 - 14:51 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Un excellent article. Digne du Canard Enchaîné, IMHO. Accessoirement, une petite info sur laquelle vous êtes passé très vite mérite un spin-off. Dont acte : <http://is.gd/5OgmvJ>

J'en avais déjà parlé en 2005, puis en 2010... mais n'ai jamais eu de réponse à ce sujet :

<http://www.internetactu.net/2005/11/25/guerre-de-linformation-made-in-france/>
<http://owni.fr/2010/05/14/55-000-webmails-piratables-sur-les-sites-gouv-fr/>

manhack

VOUS AIMEZ  0

VOUS N'AIMEZ PAS  0

LUI RÉPONDRE

TOTO

le 18 octobre 2011 - 15:19 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Le travail de recherche de l'article est très-très bon. Par contre, Amesys n'est pas vraiment la seule boîte française à vendre du matériel aux services de renseignement français. Si on va par là, Thales, EADS & co le font aussi, et ce depuis assez longtemps.

VOUS AIMEZ  0

VOUS N'AIMEZ PAS  0

LUI RÉPONDRE

TAU

le 18 octobre 2011 - 16:03 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Article intéressant par la connaissance qu'il apporte.

Cependant pourquoi s'indigner que l'état français achète de tels système? Il est bien normal que l'on s'équipe.

En plus il ne le cache pas vu que les documents décrivant leurs achats sont publiques.

Renault vend des voitures au Français, il vend aussi du matériel militaire même aux personnes peu recommandables. Doit on en déduire pour autant que les français achetant cette marque sont du même types que les personnes peu recommandable ?

De la même façons Amnesys vend à la France , à la Lybie et beaucoup d'autres pays. Félicitons nous d'avoir une telle entreprise dans notre pays.

VOUS AIMEZ



2

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

BOBBY JOHNNY

le 18 octobre 2011 - 17:54 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



@Tau

Le jour ou je me féliciterai que mon pays dispose d'une entreprise à la pointe de l'espionnage et de l'atteinte à la vie privée n'est pas prêt d'arriver.

VOUS AIMEZ



1

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

@LEPISODIQUE

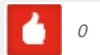
le 18 octobre 2011 - 18:01 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



@Tau

L'inquiétude n'est pas l'achat par le SDECE qui est à voir mais les emplettes du ministère de l'intérieur trop curieux de ce que font les français qui engraisent ces couillons de fonctionnaires pour NOUS espionner. Il y a mieux à faire en espionnant les industries étrangères et les militaires ennemis et les groupes extrémistes. Mais pourquoi toujours aller voir la couleur de la culotte su slip des français. Serions nous des étrangers CHEZ NOUS ?

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

TAU

le 18 octobre 2011 - 18:40 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



@LEpisodique Penses tu une seconde que si l'Etat français achète ce matériel que se soit pour la police , la DRM, la DCRI ou qui que se soit d'autre , il dise clairement : " on va espionner nos voisins".

Je pense qu'il faut faire preuve d'un peu plus de finesse dans tout ça.

Les gens qui installent et mettent en oeuvre de telles configurations on largement réfléchi sur le sujet. Alors qu'un journal mette en évidence c'est achat est une chose, qu'il pense savoir ce qu'ils vont en faire en est une autre.

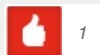
"Qui est assez naïf pour croire qu'un état n'a pas d'ennemi parce qu'il ne veut pas en avoir "

@Bobby Dans tous les cas il vaut mieux que ce soit ton pays qui maîtrise cette technologie plutôt qu'un autre car tu peux influencer son utilisation.

Tous les pays regardent ce que font leurs voisins (amis et ennemis) . Si tu n'es pas celui qui maîtrise cette techno alors tu es celui qui la subit.

Es tu heureux de savoir que les USA, l'Angleterre, la Chine ou la Russie peut tranquillement lire et voir tes communications alors que ton pays ne pourrait pas ?

VOUS AIMEZ



1

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

DOM

le 18 octobre 2011 - 19:22 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



"Amesys surveille aussi la France"

Ben, c'était évident.

*Le coup du nuage de Tchernobyl habituel sur les plateaux télé, comme dit dans cette vidéo avec Owni (en france ? non, mais on en discute...), je n'y ai jamais cru.
<http://www.youtube.com/watch?v=SYyAC6rWx0I&feature=related>*

Les articles sont souvent bien (que je recoupe avec de nombreux autres sites) mais quelle naïveté on peut trouver dans de nombreux articles pourtant.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

SARROUB MOURAD

le 18 octobre 2011 - 23:33 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Bonsoir,

Une rumeur persistante depuis pas mal de temps fait allusion aux manipulations des ondes électromagnétiques.

Un savant célèbre a averti : 'Il faut prévenir les hommes ... La science devient criminelle!...'

Il est étonnant que vous ne faites pas le lien avec le 'mind control' et HAARP.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

INFORMATIQUE GRENOBLE

le 19 octobre 2011 - 9:07 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



et bien merci pour cet article qui est apparemment corroboré de fait ...

ça fait tout simplement froid dans le dos de penser qu'on puisse écouter autant de "lignes" et autres signaux !

en meme temps le fait de pouvoir le faire, n'implique pas qu'on le fasse, surtout à grande echelle ...

bien interessant en tout ca ! merci encore !

Sebastien

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

OBINO

le 19 octobre 2011 - 9:53 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*De toute façon, TOUT ce qui est envoyé en clair *peut* être écouté, et utilisé pour plus tard.*

Laisser un message sur un site, envoyer un SMS, TOUT peut être écouté, et retrouvé – Par l'Intérieur, par l'armée, mais aussi par d'autres gouvernement si ils se donnent la peine de chercher.

C'est comme si l'on écrivait un livre avec chacune de nos paroles, et qu'on le mette dans une bibliothèque publique – ça ne date pas d'hier ! Ca existe depuis que les livres et le téléphone existent.

Le seul moyen d'échapper à ça pour la correspondance privée, c'est de chiffrer, toujours, tout le temps, pour tout. GPG en particulier (et encore – si la clé privée est volée, tous les messages chiffrés passés sont déchiffrables), SSL pour les communications courantes (ça sert à rien mais ça noie le poisson).

Ces nouveaux éléments montrent surtout un gouvernement qui a peur de l'ensemble de la population – pas seulement de certains éléments –, et ça c'est extrêmement dangereux.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

ADRIEN

le 19 octobre 2011 - 10:26 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



petite news du jour :

Paris, 19 octobre 2011 – La FIDH et la LDH ont déposé ce jour une plainte contre X avec constitution de partie civile auprès du Tribunal de grande instance de Paris mettant en cause la société Amesys, filiale de Bull, pour complicité d'actes de torture en Libye.

<http://www.fidh.org/la-FIDH-et-la-LDH-deposent-une>

VOUS AIMEZ



VOUS N'AIMEZ PAS



LUI RÉPONDRE

ERIC

le 6 décembre 2011 - 18:38 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



je viens de recevoir une information de mon Pole Emploi.

qui propose une appli pour Smartphone.

<https://market.android.com/details?id=com.amesys.poleemploi.si2>

appli développé par AMESYS.

Existe il un lien ?

Pouvons nous faire confiance a cette application proposé par un service publique

VOUS AIMEZ



VOUS N'AIMEZ PAS



LUI RÉPONDRE

SUPERSEED77

le 21 février 2012 - 1:33 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



On se rappelle que la directrice de la communication de Bull (dont Amesys) est aussi la fille du Ministre de la Défense, Gérard Longuet

<http://www.bull.fr/contact/legal.html>

VOUS AIMEZ



VOUS N'AIMEZ PAS



LUI RÉPONDRE

ZWELL

le 17 mars 2012 - 23:00 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Vous ne maitrisez pas du tout l'aspect technique des produits.... Vous ne pensez qu'à critiquez pour faire le "buzz"... Aucune volonté patriotique... Est-ce que vous méritez votre nationalité française ? J'en doute...

Bon vent dans votre médiocrité de scribouillard de revue de presse de bas étage...

VOUS AIMEZ



VOUS N'AIMEZ PAS



LUI RÉPONDRE

ZWELL

le 17 mars 2012 - 23:11 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Votre titre simplement démontre un manque de connaissance :

"Amesys surveille la France" : est-ce que le rôle des Armées et de la DGSE est d'écouter les français ?

N'importe quoi.... Il s'agit dans un monde ou le renseignement revêt toute son importance de protéger nos ressortissants et préserver nos intérêts nationaux géostratégiques...

Bien sûr, on pourrait ne rien faire et dépendre de nos amis US, faire comme les GB..

Voulez-vous une France forte ou un état à la botte de nos amis outre atlantique ?

Pathétique... Posez vous et pensez un peu bleu blanc rouge avant de rédiger vos torchons.

VOUS AIMEZ



VOUS N'AIMEZ PAS



LUI RÉPONDRE

FABRICE EPELBOIN

le 25 avril 2012 - 1:44 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Merci Jean-Marc :-)

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

DRISS

le 2 mai 2012 - 20:22 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



de tels moyens mis à la disposition d'un dirigeant politique risquent d'être catastrophiques si tant est celui-ci soit porteur de germe si productif de la pour la sécurité de l'Etat et autre préventions en tout genre. Nous voyons bien où cela a conduit les USA et l'arsenal juridique érigé contre ses mêmes citoyens. Il faut dire que c'est un vent fort dévastateur contre l'esprit pionnier du Net.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

19 pings

Opération #smashDRM « Blog du drapeau noir. le 18 octobre 2011 - 14:55

[...] de l'impressionnante enquête de Jean Marc Manach sur la surveillance automatisée et généralisée de la population. La [...]

Tous les français sont-ils espionnés par le gouvernement ? | Korben le 18 octobre 2011 - 15:41

[...] bien un nouvel article très fouillé de l'ami Jean Marc Manach annonce la couleur et ça ne va pas vous plaire ! La France a acheté exactement le même matos à [...]

Les français sont-ils espionnés par le gouvernement « SoBreizh le 18 octobre 2011 - 16:30

[...] bien un nouvel article très fouillé de l'ami Jean Marc Manach annonce la couleur et ça ne va pas vous plaire ! La France a acheté exactement le même matos à [...]

les indignés – SOYONS COMBATTANTS, SOYONS REVOLUTIONNAIRES » en bref » les indignés - SOYONS COMBATTANTS, SOYONS REVOLUTIONNAIRES le 18 octobre 2011 - 20:05

[...] <http://owni.fr/2011/10/18/amesys-surveillance-france-takieddine-libye-eagle-dga-dgse-bull/> [...]

[Actu] Chut, t'es sur écoute ! « Céline Casner le 18 octobre 2011 - 20:39

[...] Vous pensiez que l'affaire des tabloïds anglais ayant mis des milliers de téléphones sur écoute était un vrai scandale, vous n'avez encore rien vu. En effet, notre bon ami Zebulon aurait acheté pour des centaines de milliers d'euros de matériels d'écoute à la société Amesys. [...]

Avec quelle technologie le gouvernement français nous espionne ? | Les moutons enragés le 18 octobre 2011 - 22:47

[...] cette affaire, je vous conseille d'aller lire l'excellent papier de Jean-Marc Manach sur OWNI. [OWNI via [...]

Avec quelle technologie le gouvernement français nous espionne t-il ? | Résistance Inventerre le 19 octobre 2011 - 1:13

[...] cette affaire, je vous conseille d'aller lire l'excellent papier de Jean-Marc Manach sur OWNI. [OWNI via [...]]

Ouate 2 Phoque !! Avec quelle technologie le gouvernement français nous espionne ? le 19 octobre 2011 - 10:44

[...] cette affaire, je vous conseille d'aller lire l'excellent papier de Jean-Marc Manach sur OWNI. [OWNI via [...]]

News en vrac du 19/10/2011 « Saveur libre le 19 octobre 2011 - 15:23

[...] Amesys (déjà impliquée en Libye) équipe le ministère de l'intérieur et de la défense. C'est Owni qui révèle cette information. Or, les outils qu'elle propose sont destinés à écouter massivement les connexions internet [...]

Les francais sont-ils espionnes ? : Pulse Gaming le 20 octobre 2011 - 15:48

[...] bien un nouvel article très fouillé de l'ami Jean Marc Manach annonce la couleur et ça ne va pas vous plaire ! La France a acheté exactement le même matos à [...]

L'espionnage des citoyens: un sport bien français | Léo Gatellier le 22 octobre 2011 - 22:42

[...] journalistes de Reflets qui ont fait éclater l'histoire au grand jour, mais ceux d'OWNI. Ils affirment qu'après consultation du registre des marchés publics, la société Amesys [...]

En Vrac 21 Octobre 2011 - WaWa BlogWaWa Blogle 23 octobre 2011 - 16:56

[...] Les vendeurs de DPI sont sur le pied de guerre. OWNI nous apprend aussi qu'Amesys surveille déjà la [...]

Semaine #42 (2011) – Partie 2/3 | Grokuik le 24 octobre 2011 - 19:29

[...] Dire que le DPI c'est Big Brother et que l'on exagère c'est oublier que la France a vendu à la Libye un tel logiciel. Et quand les personnes qui ont révélées cette affaire sont menacées de mort dans notre propre pays, ça fait plus que froid dans le dos. Surtout que la Libye n'a pas été le seul acheteur... En effet parmi les différents contrats passés par Amesys, on trouve la Direction du renseignement [...]

Europäische Abhörtechnologie nicht nur Exportschlager « vasistas? le 26 octobre 2011 - 11:04

[...] Am 19. Oktober erstatteten daher die Menschenrechtsliga LDH und die Internationale Menschenrechtsföderation FIDH in Paris gemeinsam Strafanzeige gegen Amesys. Grund ist die Beihilfe zur Folter in Libyen. [...]

أسفي تايم - هل يريد المخزن التجسس على المغاربة عبر الإنترنت؟ le 21 décembre 2011 - 20:51

[...] موقعي اونى وتونس تربيون فقد سبق لشركة « أميسيس » مخابرات القذافي [...]

Telecomix: des hackers pour communiquer librement, une méduse pour traquer les surveillants | geek politics le 31 décembre 2011 - 16:56

[...] que ces ventes ne se font pas qu'à partir de pays occidentaux vers des dictatures. Amesys aurait ainsi vendu sept systèmes d'interception et d'analyse des communications au gouvernement français et des transactions [...]

(العربية | Mamfakinch le 16 février 2012 - 22:53) هل يريد المخزن التجسس على المغاربة عبر الإنترنت؟

[...] « موقعي اونلي وتونس ترييون فقد سبق لشركة » أمبسيس [...]

Tout personne qui lira ce billet... « le mot du Cwicket le 22 mars 2012 - 15:02

[...] visant à surveiller l'ensemble de la population pour discerner les comportement violents sont déjà à l'étude . Certains dictateurs , comme un certain colonel Lybien ont déjà utilisé de tel prétexte pour [...]

Ces sociétés qui vous espionnent sur le net « L'actualité de la Bretagne le 18 avril 2012 - 14:36

[...] Il faut donc comprendre que la société Amesys a bénéficié d'un vide juridique sur la question. En revanche, dans le cadre de ses appels d'offres, l'Etat français a acheté officiellement ces systèmes qui figurent dans ses lignes de comptes. [Voir le site] [...]